

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2019)
Heft: 2259

Artikel: Quand l'extrême gauche se convertit à la décroissance : une notion qui mérite mieux, l'écologie politique a une noble histoire
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020080>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

caractérisant notre économie qu'il s'agit de repenser. Vontobel évoque l'économie de proximité – les Français parlent d'économie résidentielle. Dans quelle mesure des circuits courts de production et de distribution permettent-ils de satisfaire les besoins d'une collectivité? Quelle est la dose optimale de marché qui permet parallèlement le développement d'une économie de proximité?

Pour répondre à ces questions, les économistes devraient

d'abord distinguer coûts et bénéfices du marché au lieu de les additionner au sein d'un PIB qui ne comptabilise que la valeur monétaire des biens et des services.

Dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, le [président de la Confédération](#) a évoqué les innovations, les solutions techniques et les investissements comme les trois piliers d'une politique climatique efficace. Une manière d'éluder les dysfonctionnements de notre

modèle économique et les causes de l'érosion des conditions naturelles indispensables à la vie sur Terre.

Le niveau des mers monte, alors construisons des murs. Ou interrogeons-nous sur les facteurs qui contribuent à ce phénomène et sur les moyens de les contrecarrer. Les débats sur le climat et la détérioration de l'environnement vont se focaliser sur ces deux logiques: conserver les structures de pouvoir ou les transformer.

Quand l'extrême gauche se convertit à la décroissance

Une notion qui mérite mieux, l'écologie politique a une noble histoire

Yvette Jaggi - 06 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35543>

Surprise: en tête de son affiche électorale et en grosses lettres vertes, la liste vaudoise d'Ensemble à Gauche s'annonce «*Pour une décroissance juste et solidaire*».

Cette priorité étonnante, c'est à coup sûr l'un des trois députés au Grand Conseil vaudois figurant sur la liste pour le Conseil national qui l'a inspirée: Yvan Luccarini, objecteur de croissance de son état, par ailleurs administrateur et metteur en page de [Moins!](#), le vaillant bimestriel romand d'écologie politique paraissant depuis sept ans.

La priorité affichée marque une rupture d'avec le productivisme et la priorité implicitement donnée à la croissance économique comme aide au développement de l'Etat-providence et garante d'un accroissement des revenus du travail – et pas seulement du capital.

Résistance générale et initiatives de base

La [décroissance](#) va-t-elle mettre fin à la lutte pour sauver les emplois – et donc aussi les employeurs – dans certains secteurs, tels le nucléaire à Fessenheim, le charbon en Allemagne, les

schistes bitumineux en Amérique du Nord?

La question restera rhétorique aussi longtemps que l'idée même de décroissance fera l'objet d'un rejet catégorique. Et aussi longtemps que la peur et le scepticisme accueilleront les propositions différenciées tendant à donner un coup de frein à la croissance, tels l'instauration d'une économie circulaire, la priorité à une agriculture de proximité et le renoncement aux échanges commerciaux à l'échelle intercontinentale en tout cas.

La résistance générale ne décourage pas les auteurs de toutes sortes d'initiatives

locales et à petite échelle, qui affirment leur volonté de sortir par le bas des grands schémas d'activités globalisées. Autre signe encourageant: l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a si longtemps mobilisé contre elle les altermondialistes de la planète, n'a plus la force ni les activités susceptibles de faire descendre les contestataires dans la rue.

Les fondements de l'écologie politique

Au plan théorique, on note un regain d'intérêt pour les fondateurs de l'écologie politique, pour ceux donc qui ont contesté le discours de la croissance à l'époque de son triomphe, c'est-à-dire durant les Trente Glorieuses. Dans la seule année 2019, diverses publications ont remis en lumière les pionniers de la décroissance.

Coup sur coup, Serge Latouche publie un *Que sais-je?* particulièrement dense sur [La décroissance](#) et un important ouvrage intitulé [Remember Baudrillard](#), honorant Jean Baudrillard (1929-2007), l'auteur des dénonciations mémorables du *Système des objets* (1968) et de *La société de consommation* (1972).

Le printemps 1972 avait vu l'apparition du mot décroissance, formulé dans *Le Nouvel Observateur* par André Gorz (1923-2007), le véritable fondateur de l'écologie politique. Pour combattre la double emprise du marché capitaliste et de

l'administration étatiste, il préconise d'instaurer un système de décroissance fait d'autolimitation généralisée et démocratiquement consentie. Un tel système conviendrait bien à la gouvernance de la transition écologique, comme le confirme la récente réédition, sous le titre [Eloge du suffisant](#), d'un essai datant de 1992.

C'est aussi en 1972 que Dennis Meadows livre au Club de Rome son important Rapport sur [Les limites de la croissance](#). La seule idée de prendre en compte ces limites dans une modélisation dynamique de l'écosystème mondial a conduit à une large prise de conscience que seuls peut-être *Printemps silencieux* de Rachel Carson et *La bombe P* de Paul Ehrlich avaient contribué à préparer dans les années 60. Une certaine dose de catastrophisme peut avoir effet d'alerte.

Le développement durable mis en question

Les partisans résolus de la décroissance dénoncent l'hypocrisie du développement durable, ce nouvel habit du capitalisme qui multiplie les occasions d'affaires. Les milliards investis dans la transition énergétique et les incitations à se lancer dans le [«business vert»](#) montrent bien que la durabilité fait aussi marché.

Mais certains marquent des nuances, philosophiques, économiques, psychologiques. A commencer par Edgar Morin,

ce grand maître à penser: sachant qu'une croissance indéfinie dans un monde fini relève de l'absurde, il opte pour la [complexité](#) et la réflexion sur ce qui doit croître et ce qui doit décroître.

Ivan Illich (1926-2002) envisageait déjà la disparition programmée de la société de croissance comme l'urgente et opportune nécessité de trier parmi les activités à développer et de choisir celles qui contribuent à l'instauration d'une [société conviviale](#). Ce qui contraint les individus à respecter l'ordre du raisonnable, la nécessité de l'autolimitation et la reconnaissance du bien vivre dans l'équité comme valeur fondamentale.

Plus près de nous et sur le mode personnel, le Lausannois Pierre-Yves Lador, sachant que *«la décroissance est invendable parce que l'humain n'est pas prêt à renoncer à quoi que ce soit»*, dénonce l'[édulcoration collective](#), via la promotion de la voiture électrique, l'augmentation des temps de congé et les circuits de distribution plus directs – toutes interventions rangées dans la catégorie emplâtres sur une jambe de bois. Concrètement, notre auteur préfère se réfugier dans la décroissance individuelle, faite de frugalité matérielle et de développement spirituel.

Avec son affiche, la gauche de la gauche vaudoise a pris le risque de viser haut et loin, hors de sa portée électorale et peut-être des préoccupations

de sa base. Mais elle a saisi aussi la chance de placarder

une préoccupation essentielle

pour l'avenir de toute la société.

Smartvote ou la tentation de rationaliser le choix subjectif des électeurs

Une analyse critique de Smartvote comme outil d'aide à la décision

Jean Christophe Schwaab - 29 septembre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35531>

Avant les élections fédérales, diverses organisations, associations et *lobbies* y vont de leur questionnaire aux candidates et candidats. But de l'opération: émettre des recommandations de vote afin qu'un maximum de futurs élus soutiennent leurs propositions.

Ces questionnaires sont bien évidemment subjectifs et orientés en fonction de l'idéologie et des prises de position des organisations qui les élaborent. Ainsi, il n'est guère surprenant de voir l'Usam, qui prétend détecter la «PME-compatibilité» des candidats, mettre en avant les membres des partis bourgeois partageant la vision de cette organisation patronale qui prône un soutien aux PME pour le moins libéral.

Pour l'électeur, ces questionnaires orientés ne constituent pas une véritable aide à la décision, à moins qu'il n'ait, pour des raisons qui lui sont propres, décidé de se fier à une organisation en particulier.

Pour faire un tri parmi les

centaines de candidats, nombreux sont les électeurs qui se tournent vers [Smartvote](#). Il faut dire que cet outil en ligne prétend les aider à faire un choix éclairé, en dévoilant de manière non partisane de quels candidats ils sont les plus proches.

Le but paraît certes noble, mais les défauts de conception sont tels qu'il ne peut pas être atteint. Pire encore, Smartvote laisse entendre que l'électeur qui se fie au résultat du questionnaire ferait un choix objectif et rationnel. Or, il suffit d'examiner tant les questions posées que celles passées sous silence pour se rendre compte que tel n'est pas le cas.

Des questions «plutôt» vagues

De nombreuses questions sont en effet formulées de manière si vague qu'il s'avère difficile de savoir ce que pense vraiment le candidat et plus encore d'apprendre ce qu'il voterait dans un cas concret, intention que les électeurs doivent connaître. Cette impression de flou se trouve

renforcée par le libellé de nombreuses questions auxquelles le candidat ne peut pas répondre seulement par oui, non ou abstention – les trois seules possibilités offertes à un parlementaire... comme à un électeur lors d'une votation populaire. Le candidat peut aussi répondre par «*plutôt oui*» ou «*plutôt non*», ce qui lui évite de s'engager vraiment.

De nombreuses questions demandent en outre au candidat s'il pourrait approuver «*des mesures*» pour résoudre tel ou tel problème, mais sans préciser lesquelles. Enfin, certaines questions comportent carrément des erreurs, même s'il faut mettre au crédit de Smartvote quelques corrections par rapport à l'édition 2015.

Les questions que Smartvote ne pose pas

Quant aux questions ignorées par Smartvote, elles confirment par leur absence le fait que l'outil ne permet certainement pas de faire un choix éclairé portant sur tous les thèmes importants. Ainsi, c'est en vain